



[Retour à la page précédente](#) - Cet article a été consulté 5073 fois

Tous les articles du journal du 06/04/2009

Remous autour de la pollution à l'acide à Vale Inco

Plusieurs associations environnementales demandent le retrait de l'arrêté ICPE octroyé à Vale Inco pour mettre en service l'usine du Sud. Les politiques, eux, restent étonnamment discrets.

Bien sûr, il y en aura pour dire qu'elles n'attendaient que ça. Peut-être. Mais la colère des associations de protection de l'environnement s'appuie sur des faits bien réels. En déversant mercredi dernier entre 1 000 et 5 000 litres d'acide sulfurique concentré à 98 % (1) dans la nature (pour une fuite totale évaluée par l'industriel entre 14 000 à 18 000 litres), Vale Inco a détruit en quelques heures ce qu'il avait patiemment réussi à instaurer au cours des deux dernières années : un climat dépassionné autour de la question environnementale. Ce travail de terrain - et de longue haleine - avait connu son point d'orgue le 28 septembre 2008 avec la signature du pacte pour un développement durable entre le comité Rheebeu Nuu et le géant brésilien. « *Il n'existe pas, dans notre société, de valeur plus importante que le développement durable* », avait commenté à cette occasion Murilo Ferreira, Pdg de Vale Inco. « *Nous avons vérifié qu'il n'y aurait pas de pollution irréversible* » avant de signer, s'était pour sa part félicité Raphaël Mapou.

Seulement voilà : quelques milliers de litres d'acide sulfurique sont passés par là et, aujourd'hui, les associations remontent au créneau. Après le WWF, Action Biosphère et le Codefsud, c'est l'association Mèê Rharii qui a fait entendre sa voix ce week-end. Mèê Rharii s'était fait connaître voilà un peu plus d'un an en montant au créneau pour fustiger le déversement de près de 20 000 tonnes de gravats depuis la mine de Monéo jusque sur le platier.

« C'est ça, l'usine modèle promise respectant le développement durable ? »

L'association remet ça en posant par le biais d'un communiqué la question suivante : « *C'est ça, l'usine modèle promise respectant le développement durable ? (...) Nous exigeons le retrait de l'arrêté ICPE d'autorisation d'exploiter de l'usine comme l'a demandé le WWF !* », poursuit Mèê Rharii, qui demande par ailleurs la tenue d'une réunion de crise et va jusqu'à évoquer « *la fermeture immédiate et définitive du projet de Vale Inco Calédonie afin d'éviter qu'une autre catastrophe écologique ne se produise à l'avenir.* »

À travers ces exigences aussi radicales que peu réalistes, c'est tout l'enjeu de la protection de l'environnement vis-à-vis de l'activité minière qui revient brusquement sur le devant de la scène calédonienne. Pourtant, quelques semaines à peine après l'adoption du très attendu schéma minier par le Congrès, les hommes politiques se font plutôt discrets. À ce jour, seul Philippe Gomès, placé en première ligne en tant que président de la province Sud, a réagi. Pourtant invités à se prononcer, ni Harold Martin ni Raphaël Mapou ne se sont montrés très bavards sur le sujet. Rien non plus en provenance des parlementaires calédoniens. Manifestement, notre classe politique ne considère pas l'environnement comme un thème porteur en cette période d'élections.

(1) : chiffres Vale Inco



L'industriel avait été contraint de déverser de la chaux pour lutter contre la pollution à l'acide. (Photo Coralie Cochin)

- ✦ La fourmi électrique...
- ✦ Une sécurité nickel ...
- ✦ Quinze ans de prison...
- ✦ Dialogue rompu à la ...
- ✦ Usagers et grévistes...
- ✦ Conseil de la dernière...
- ✦ L'itinéraire du bagn...
- ✦ L'aquaculture au fut...